



Robert Zoellick, Président de la Banque mondiale et Marc Ravalomanana, Président de Madagascar

En ce début d'année 2008, le pouvoir Tim entame son point de rupture avec le peuple malgache souverain. Il va en faire l'amère expérience à l'issue du scrutin du 16 mars prochain avec un taux d'abstention qui se rapprochera des 75%. Ce n'est pas de la divination, c'est une certitude basée sur l'histoire même des précédentes élections. En route pour la Dépendance de Madagascar vis-à-vis d'un parti au pouvoir non légitimé, dès lors, mais ayant la loi avec lui ! Ceci n'est pas un roman de fiction mais une vision globale des réalités malgaches, certes rude, mais mal nécessaire pour tenter de redresser ce qui peut l'être encore

Retour de bâton

Depuis sa défaite cuisante lors des élections communales et municipales à Antananarivo, le 12 décembre 2007, le pouvoir Ravalomanana entend n'en faire qu'à sa tête et accumule bévues sur bévues pour une question d'orgueil et d'amour-propre masquée par une volonté -non

appliquée en plus- d'œuvrer pour le bien du peuple. Mais on ne dirige pas un pays sur des décisions aussi hâtives qu'inefficaces à terme. Et surtout tout seul. Oubliées les fameuses envolées lyriques de « Fahamarinana » (Vérité) et de « Fahamasinana » (Sacralité) de 2002. où le moindre quidam s'étant présenté sous l'étiquette Tim était élu dans une sorte d'hypnose généralisée. Six ans plus tard, c'est le retour du bâton causé par le pouvoir sur lui-même, à force de prendre les Malgaches pour des canards sauvages et s'entêter à vouloir faire prendre des vessies pour des lanternes à des bailleurs de fonds qui ne bayeront jamais aux cornettes, croyez-moi bien. Ils prêtent avec des intérêts mais pas pour les beaux yeux du président en exercice. Des documents stratégiques de réduction de la pauvreté style MAP, ils en ont à la pelle du côté de Bretton Woods. Les dettes sont effacées pour que l'on puisse emprunter à nouveau et endetter jusqu'à nos arrière-petits-enfants sans espoir d'embellie sociale notable.

La bonne dépendance

Merci pour les routes mais les gens de mon quartier, depuis l'accession de Marc Ravalomanana -6 ans- s'appauvrissent de jour en jour, n'ont plus les moyens d'envoyer leurs gosses à l'école et mangent rarement de la viande. Sans compter l'insécurité liée au manque d'électrification publique et la raréfaction des bornes fontaines. Une femme perd une demi-journée pour deux misérables seaux d'eau. Et nous sommes dans la Capitale de Madagascar, sur la route du savoir, celle de l'université. Cette misère au quotidien qui perdure ne sera ni vue ni montrée aux invités du Sommet de l'Union Africaine de juillet 2009, devenu la priorité absolue ! Toutes les actions gouvernementales ne sont que ponctuelles et se font au gré des déplacements présidentielles. Tout le monde, je dis bien tout le monde, attend ses ordres. Plus personne n'ose prendre d'initiative de peur de se faire révoquer. A preuve, les victimes et dégâts causés par le cyclone Fame à Besalampy où le Cardinal Gaëtan Razafindratandra a pris sa retraite. Il aura fallu attendre le passage de Marc Ravalomanana pour que les responsables directs bougent réellement, sincèrement et mobilisent les gens avec, à la clé 100 millions d'ariary des poches présidentielles. C'est ça la bonne gouvernance ? Dites plutôt bonne dépendance, oui ! En plus, il est certain que sans le passage présidentiel, certains auraient eu l'idée de faire appel à la communauté internationale, avec des tas de photos aériennes à l'appui. Une double dépendance donc. Faut-il remercier Marc Ravalomanana pour cette fois, qui n'a pas attendu d'aide extérieure ? Mais la saison des cyclones ne fait que débiter...

La souveraineté appartient au peuple

Cependant, les Malgaches, lentement mais sûrement, s'éveillent de leur torpeur car ce qui se passe actuellement dans le pays dépasse tout entendement. Ils ont (enfin) l'étrange sensation, qu'en fin de compte, la Nation c'est bien eux. Mais ils ne sont pas bien sûrs. Or, l'article n°6 de la loi constitutionnelle n°2007-001 du 27 avril 2007 stipule : « La souveraineté appartient au peuple, source de tout pouvoir, qui l'exerce par ses représentants élus au suffrage universel direct ou indirect ou par la voie du référendum. Aucune fraction du peuple, ni aucun individu ne peut s'attribuer l'exercice de la souveraineté ». Mais le pouvoir préfère s'asseoir dessus car moins de 25% des Malgaches connaissent cet article. De nos jours, les conseils de gouvernement et des ministres ne sont plus que des chambres d'enregistrement de limogeages et de nominations aux hauts emplois de l'Etat. Bientôt on ne saura plus qui est qui et, surtout, qui fait quoi. En effet, Marc Ravalomanana veut s'occuper de tout, tout seul avec son parti Tim qui, pourtant, bat des ailes. Il y a un ver dans le fruit mais lui-même ne semble pas s'en rendre compte. Il veut toujours être au-dessus du lot alors que le problème du pays çà va bientôt être lui.

Pauvres députés...

« Je vais aider tous les maires qui qu'ils soient ». Boum ! A Antananarivo, les chefs Fokontany seront nommés par le Préfet de police alors qu'auparavant ils étaient nommés par le Chef District sur proposition du maire ; trois ministères, sans aucun appel d'offres, vont s'occuper de la gare routière axe sud dont les travaux sont confiés à une société appartenant à Tiko SA ; des députés, censés s'occuper des lois, descendent directement dans les quartiers pour faire le travail des délégués d'arrondissement nommés par le maire, pour donner des ordres directement aux chefs fokontany. En passant, par rapport aux députés précédents, cette majorité Tim est mal lotie et à la merci du parti. En effet, alors qu'auparavant, le 4X4 devenait la propriété du député, actuellement, la carte grise du tout-terrain est inscrite au nom de la Présidence de la république. Beaucoup donc partiront comme ils sont venus, leur mandat achevé ou abrégé. Par ailleurs, la part de budget revenant à la Commune d'Antananarivo attendra bien le résultat de ces élections de membres des régions, après le 16 mars 2008, n'est-ce pas ? Mais du côté du port de Toamasina, le ciel est bleu. Après s'être débarrassé de manière incroyable du maire Rolland Ratsiraka, le pouvoir Tim y débarque en conquérant et entend faire de Toamasina « la Capitale économique de Madagascar ». Ah bon ? Parce que

tous les paramètres socio-culturels y sont propices ou bien parce qu'une grande société y investit énormément ?

La priorité des priorités

Premier camouflet : après que des agents de la société Colas ont reçu une formation donnée par cette société, 400 d'entre eux se sont mis en grève, à Toamasina, car leurs droits de travailleurs n'avaient donc jamais été respectés avant cette formation. Moment gênant donc au sein de cette société et de Colas qui se rejettent la responsabilité de ce mouvement social légal et légitime qu'elles auront elles-mêmes provoqué. Le pouvoir Tim, qui voulait faire un développement avec des Malgaches ignorants et affamés donc malléables à souhait, y réfléchira par deux fois avant de promettre encore Renault 4L et compagnie. Côté décision au sommet de l'Etat, c'est vraiment le n'importe quoi ! Malgré un MAP déjà sujet à caution, le président Ravalomanana apporte priorités sur priorités à chacun de ses déplacements ici comme ailleurs. Après la loi sur les W.C. de décembre 2007, voici le sommet de l'Union africaine à Antananarivo en 2009, objectif suprême qui devra être l'image de la « fierté nationale ».

Discrimination

Dans cette démarche hautement prioritaire mais sûrement pas pour le bien immédiat du peuple, Marc Ravalomanana va mettre en pratique le « mikapoka tsy miala vola ». C'est-à-dire faire faire des choses avec l'argent des autres. Mais en élargissant son empire au passage. Car, il ne faut pas en douter : tous les gros marchés liés à la réalisation des infrastructures de ce Sommet seront l'apanage du groupe Tiko SA et de ses affiliations proches. Et c'est sans vergogne qu'il a écarté du comité d'organisation le maire Andry Rajoelina, pourtant Premier magistrat de la Capitale. Et c'est là qu'il va comprendre ses vraies limites. En effet, malgré six ans de pouvoir, Marc d'Imerikasinina, pourtant déjà maire de la Capitale sous le pouvoir Arema, ne sait pas encore jouer dans la cour des Grands de ce monde où tout est tact et diplomatie, où tout ce qui se dit ne se pense pas vraiment. La spontanéité n'est pas de mise. Il faut savoir

maîtriser ses impulsions et ses sentiments personnels. Particulièrement chez les Américains où tout est procédures et protocoles. On n'écarte pas comme ça une personnalité tout premier plan, élue démocratiquement. C'est de la discrimination pure et simple. Quelqu'un va le lui expliquer diplomatiquement un de ces quatre matins. Mais pas un Malgache mais un étranger. Et la presse le saura, tôt ou tard. Surtout en cette ère de l'information en temps réel où tout se sait.

Leçon d'histoire du général Marcel Ranjeva

Ensuite, aller directement montrer des photos des ravages de la puce chique au président de la Banque mondiale, ce n'est déjà pas diplomatiquement correct. Mais, en plus, lui demander une aide financière pour combattre ce fléau, c'est une démarche inédite honteuse dont seul le président malgache a le secret mais dont on se gausse littéralement dans les plus hautes sphères mondiales et africaines. Pire, cela dénote qu'à partir de 2008, Madagascar entre dans son ère de Dépendance tous azimuts car n'étant pas capable d'assumer et régler ses propres problèmes, somme toute, locaux. Qu'est-ce que la puce chique en regard des combats au Kenya, au Darfour, du Sida en Afrique et en Asie ? Le généralissime ministre des Affaires étrangères, Marcel Ranjeva, pour conforter la démarche de son patron, a cru bien faire en déclarant ce qui suit : « La puce chique est arrivée à Madagascar en 1947 avec les troupes sénégalaises ». Voilà un scoop mémorable, une excellente leçon d'histoire qui va aider les Malgaches à la combattre ! Or, elle ne sévit que sur la côté Est, précisément dans la province de... Toamasina.

La fumée n'est pas... chic

Et puis le domaine de la santé publique n'est-il pas celui de l'OMS plus que de la Banque mondiale ? Moi, fils de médecin, j'attendais plutôt une réaction concrète et pratique de la part du judoka docteur Jean Louis Robinson, ministre de la Santé : les Malgaches eux-mêmes peuvent combattre ce fléau à coups d'insecticide spécifique systématiquement déversé. N'avons-nous pas de laboratoires pharmaceutiques à Madagascar ? En six mois, adieu la puce

chique. Mais non, Madagascar sous Marc Ravalomanana, c'est la dépendance totale, après l'Etat providence de la révolution socialiste où le pays était sous perfusion, gavé d'idéologie nord-coréenne. Pour en revenir dans le domaine de la Santé publique, un autre exemple de décision au coup par coup. Suite à la dernière journée mondiale sur le cancer, le ministre Robinson a décrété qu'une loi interdisant de fumer en public va sortir le plus vite possible. Alors là, je n'en reviens pas, bien que la fumée ne soit pas... chic du tout. On verra bien l'an prochain. En fait, à chaque journée de quelque chose, le président ou un membre du gouvernement trouve utile de dire quelque chose, le temps de meubler ladite journée. Mais le lendemain, on passe à autre chose.

Aux antipodes de la bonne gouvernance

L'Economic Board of Madagascar (EDBM), dépendant directement de la Présidence, parle de milliers de sociétés créées et à créer. Bravo ! Mais alors pourquoi n'y-a-t-il aucun impact sur le chômage ? Les longues files de jeunes lors du salon de l'emploi organisé il n'y a pas longtemps à l'Alliance française d'Antananarivo se passe de commentaires. En fait, l'EDBM sert à remplir des quotas et des chiffres dans les rapports aux bailleurs de fonds mais qui ne correspondront jamais à la réalité. Dans le MAP, je lis : 12.000 kilomètres de routes construites et/ou réhabilitées d'ici 2012. Or, récemment, le ministre des Travaux publics, Roland Randriamampionona a révélé que, depuis 2006, seuls 800 kilomètres l'ont été réellement. En partant de cette année 2008, combien le seront en quatre ans ? C'est vraiment une politique à la 20.000 logements, devenu 35.000 logements du pouvoir Arema des années 1980-1990. Même pas 200 logements ont vu le jour. Seuls les Chinois construisent des logements mais pas à la portée de toutes les bourses. Justement, ce sont eux qui vont construire le grand hôtel destiné à accueillir les 4.000 invités de ce Sommet de l'UA en juillet 2009. Il y aura les Allemands et les Sud-Africains pour les domaines comme les limousines de luxe, la sécurité... En bref, les Malgaches ne seront plus que des spectateurs. Des téléspectateurs même puisque rares seront ceux qui pourront approcher ces hauts dignitaires africains et leur suite. Enfin, dernière bévue gouvernementale en date, celle à propos d'exportation de bois précieux. En un seul jour, le 29 janvier 2008, le ministre responsable Harison Randrianarimanana sort deux notes contradictoires. La première, à « diffusion publique » lève la suspension d'exportation et la seconde, en note « de service interne », maintient cette suspension. Cela rime à quoi ? Encore une manière de bien appliquer l'art de compliquer les choses. Aux antipodes de la bonne gouvernance en tout cas.

Demandez au Chef Raoni

Pour en revenir au Maître et Docteur honoris causa, indéniablement Marc Ravalomanana suit les traces de Didier Ratsiraka dont la fierté aura été de figurer dans les dictionnaires. Mais le président Ravalomanana restera célèbre pour avoir remis Madagascar sous une dépendance totale et dévastatrice, malgré ses exhortations à « travailler, bien, travailler dur » (avec les doigts de la main, peut-être ?). Je vais prendre le cas ilménite à Fort-Dauphin et simplifier pour vous faire réfléchir. Madagascar appartient aux Malgaches avec un espace aérien, maritime, terrien et sous-terrain bien délimités et les richesses qu'ils contiennent. Les vrais propriétaires, c'est une grande famille d'à présent 18 millions d'âmes dont les guides sont ceux qu'ils ont élu. A Fort-Dauphin, les Malgaches possèdent un vaste terrain renfermant cette fameuse ilménite. Mais ils n'ont pas les moyens matériels et financiers pour le valoriser directement à leur compte. Alors ? Les guides mal éclairés se croient obligés de louer ce terrain sans trop se pencher sur les termes du contrat que Qit Fer a décroché après plus de dix ans d'attente. Ils sont éblouis par les centaines de milliards d'ariary (1 euro = 2.500 ariary) investis par ces gens « qui nous veulent du bien » avec la construction de quelques CSB et écoles... Mais déjà, le coût de la vie, là-bas est intenable pour les « autochtones » qui ne sont pas enrôlés sauf pour la manutention. La main-d'œuvre spécialisée y sera importée. Une autre race de conquistadores verra le jour. Cependant, au terme de ce long contrat, les descendants des actuels Malgaches hériteront d'un terrain complètement stérile et d'un environnement détruit. Pas la peine de faire de beaux discours, le monde entier connaît les ravages de la multinationale Rio Tinto. Allez voir du côté de la forêt amazonienne où le chef Raoni Metiktyre du peuple karapayo se bat depuis trente ans.

Vous avez dit Redevabilité Sociale ?

La pauvreté monétaire des Malgaches n'a d'égal que la pauvreté d'esprit des dirigeants passés et présents qui manquent complètement de véritable orgueil, de vérité : celle qui font de nous des hommes libres. Les peuples asiatiques s'en sont sortis parce qu'ils n'ont compté que sur leurs propres forces, guidés par des dirigeants pragmatiques et conscients qu'il fallait faire l'histoire plutôt que la subir. Dans les années 1970, l'Indonésie était sous un pouvoir militaire qui a été clair à l'époque : « Nous ne voulons pas de l'aide publique internationale mais le peuple devra se serrer la ceinture ». Où en est ce pays par rapport à la Grande Île actuellement ? Un dragon ! Œuvrer pour le bien du peuple, c'est avoir des projections vastes, un projet de

société clair sur des décennies, en relation avec les réalités et tout le potentiel existant : humain et technique. Œuvrer pour le bien du peuple c'est construire des usines de transformation, des logements sociaux par et pour les Malgaches. Ce n'est pas travailler au coup sur coup, selon les directives de la Banque mondiale qui, actuellement, remet sur le tapis la notion de « Redevabilité Sociale ». Il y a sûrement une raison... C'est fou, cela arrive juste après que le gouvernement ait décidé, en décembre 2007, « qu'il n'y aurait plus de séminaires ni d'ateliers ». Il faut savoir alors qu'une réunion à ce sujet s'était déjà tenue, sans suite, en juillet 2007. Il fallait attendre les ordres de la Banque mondiale pour y revenir (7-9 février 2008 à Iavoloha). De quoi s'agit-il ? Le « Social Accountability » (pour Redevabilité Sociale ou RS) est une démarche vers la bonne gouvernance basée sur le principe de la participation des citoyens ordinaires et la société civile pour assurer la bonne gouvernance et la prestation des services publics. Vu les priorités qui prévalent à tout moment, le stade des bonnes intentions ne seront pas dépassées. Croyez-en l'expérience d'un journaliste qui vit à Madagascar et qui a vécu toutes les républiques depuis la première. L'important est d'avoir les sous. Qu'est-ce qu'on peut assimiler en deux jours ? La Banque mondiale a dit de le faire, ça a été fait et sera écrit dans un rapport officiel. Quant à la pratique effective, il faudra attendre que tous les Malgaches soient Tim. Tiens, dernière nouvelle Fort-Dauphin accueillera un atelier sur la Redevabilité Sociale dans le secteur des Mines, les 11 et 12 février 2008.

Un grand bond de 25 ans en arrière

Dans ce contexte de parti et pensée unique, le Tim va recevoir le plus grand camouflet de son existence, après le 16 mars 2008. Concernant particulièrement la ville d'Antananarivo où il n'y a qu'une seule liste pour les membres du Conseil régional. Celle du Tim. Le généralissime cité plus haut, également coach de la région Analamanga, avait déclaré : « On ne peut pas obliger les gens à se porter candidat ». Je répondrai qu'il est surtout du devoir des dirigeants d'expliquer d'abord les tenants et aboutissants de cette élection régionale, du rôle des membres. Cela impliquerait un report comme l'a souhaité le Kmf Cnoe et les catholiques. Las, ce pouvoir n'écoute que lui-même. Et le Tim raflera bien tous les sièges mais avec, au moins, 75% d'abstention. Cela signifiera le même taux d'opposants dans le pays. Pas opposés au développement, comme veulent le faire croire les médias publics (Tvm, Rnm) et présidentiels (Mbs, Le Quotidien, Vaovaontsika), mais n'adhérant plus à la manière des dirigeants de conduire le pays. Ainsi, le point de rupture entre dirigeants et population sera atteint. Dès lors, qui peut prévoir l'avenir dans cette ambiance d'illégitimité et de méfiance ? Il n'y aura plus de

mobilisation possible dans cette dépendance tous azimuts. Et sans l'adhésion populaire, Madagascar court vraiment le risque de faire un grand bond de 25 ans en arrière. Et il y aura encore d'autres « messies ». Il ne faudra pas dire, après, que je ne vous ai pas prévenu.

A propos de « messies »

Pour ceux qui ne comprennent pas cette notion de « messies », voici l'explication. Peuple sage, accueillant et patient, les Malgaches, comme tous les autres peuples, ont pourtant leur limite. Malheureusement, il leur faut un leader pour dévoiler leur rancœur, après avoir été pressés comme un citron. Ainsi, en 1972, le « messie » c'était le général Gabriel Ramanantsoa à qui le président Philibert Tsiranana avait remis les pleins pouvoirs, suite aux événements de mai 1972. Il faut savoir, pourtant, que Philibert Tsiranana avait été réélu président avec plus de 95% des voix en... janvier 1972. Didier Ratsiraka, jeune et brillant officier de marine, qui a osé remettre en question les accords de coopération franco-malgache, a été le second « messie » à la suite de l'assassinat du colonel de gendarmerie Richard Ratsimandrava, le 11 février 1975, après cinq jours à la tête de l'Etat, après Ramanantsoa qui a jeté les gants. En 1991-1992, ce fut au tour du chirurgien Zafy Albert de devenir le « messie » face à Didier Ratsiraka qu'il a battu aux élections de 1993. Mais il a été empêché et battu lors des élections anticipées de 1996, par Didier Ratsiraka. En 2002, Marc Ravalomanana devient le dernier « messie » face à l'Amiral qui a commis l'erreur de s'accrocher au pouvoir face à un peuple complètement en colère et fasciné par cet homme au look d'acteur de cinéma. Dénominateur commun de ces « messies ». C'est lors de leur accession au pouvoir qu'ils ont tout fondé un parti. Ils n'avaient aucun bagage, aucun cursus politique crédible au départ. L'Arema pour Ratsiraka, l'Undd pour Zafy et le Tim pour Ravalomanana. Bref, tous des opportunistes... Dans ces conditions, le président Marc Ravalomanana devrait savoir que trop d'assurance pourrait lui être fatal car le nombre de Malgaches qui ne lui font plus confiance augmente au fil des jours.

Jeannot Ramambazafy

Journaliste

jeannot.ramambazafy@madagate.com